

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

### ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

ST-2025.21

**Le Maire de Saint Maurice de Beynost,**

- **Vu** la demande du 02/10/2024 de l'entreprise ARCHIREL : 9004 avenue André Citroen - 01500 AMBERIEU EN BUGEY,
- **Vu** le Code général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** le Code de la Voirie Routière,
- **Vu** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et liberté des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-263 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- **Vu** l'état des lieux,

### ARRETE

**Article 1 : Autorisation.**

Le Bénéficiaire est autorisé à compter du 6 octobre 2025 à occuper le domaine public au niveau du 2 rue des Andrés, 01700 Saint Maurice de Beynost et à y installer le matériel objet de la demande : échafaudage et benne pour réfection de toiture. Ce pour une durée de 30 jours calendaires. A charge pour lui de maintenir un passage pour les piétons sous l'échafaudage par un dispositif adapté et de se conformer aux dispositions des articles suivants :

**Article 2 : Sécurité et signalisation de chantier.**

Le demandeur devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

**Article 3 : Responsabilité.**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4 : Validité et renouvellement de l'arrêté de remise en état des lieux.**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 15 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

**Ampliation du présent arrêté** : Police Municipale, l'entreprise, l'intéressé,

*Fait à Saint-Maurice-de-Beynost, le jeudi 2 octobre 2025.*

le Maire  
Pierre GOUBET

